

A Rennes, la vérité sort de la bouche des musulmans : “il n’y a pas d’islam de France, l’islam c’est l’islam”

écrit par Christine Tasin | 8 septembre 2018

Nous évoquions il y a quelques jours le coup d’envoi des consultations, en Alsace.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/09/06/coup-denvoi-de-lislam-de-france-en-alsace-bien-sur/>

Partout en France, les musulmans ont la parole...

Cela donne des choses parfois intéressantes. Par exemple, à Rennes, où le Président du CRCM mange le morceau : **“Les musulmans sont capables de s’organiser. Mais l’islam, c’est l’islam. Il n’y a pas d’islam de France ou d’autre pays. Est-ce que l’on parle du catholicisme de France ?”**

Voilà, tout est dit. Il dit exactement, sans takki-ya ce que nous répétons depuis qu’il est question d’un “islam de France”. Il n’y a qu’un islam, il ne peut pas y avoir un islam de France, et pour cause.

Ce qui est fort drôle c’est que ce type plaide pour sa paroisse (il est président du Conseil Régional du Culte Musulman), la place est bonne il tient donc à ce que l’Etat français confirme le rôle du CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) et le renforce, lui permettant, carrément de faire la loi chez les musulmans, sous prétexte de lutter contre le fanatisme.

Très imbu de lui-même, il prétend même nous donner des leçons,

la laïcité ne serait pas une valeur mais un mode de fonctionnement de la société...

Il faut que le conseil français du culte musulman (CFCM) soit maintenue et renforcée. C'est une instance jeune, qui n'a ni beaucoup de moyens, ni beaucoup de pouvoir pour pourvoir imposer sa vision des choses à une mosquée ou intervenir face à un imam radicalisé.

L'Etat a donné naissance à un bébé, le CFCM, puis l'a délaissé. Un CFCM malade, c'est la porte-ouverte aux fanatiques qui considèrent comme des ''vendus'' les imams ouverts au dialogue et soucieux de la légalité républicaine.

Il est très drôle d'entendre un musulman qui ne jure que par l'islam et ses textes sacrés prétendre défendre la légalité républicaine... Ah, takki-ya, quand tu nous tiens...

Mais charité bien ordonnée commençant par soi-même, voici les récriminations : **Mohamed-Iqbal Zaidouni** veut des gros sous ! Et il demande... le financement des mosquées... apparemment il n'a pas entendu parler de la loi de 1905, à moins qu'il ne pense que l'islam pourrait avoir un statut à part accordé par Macron. Sur le coup, il a raison l'ordure Macron est tout à fait capable de piétiner nos textes fondamentaux pour offrir la lune à ses amis musulmans. Et il aimerait bien récupérer un peu du pactole généré par le halal (qu'il se rassure, Macron y a pensé... mais ça va être la guerre avec les 3 mosquées qui, actuellement certifient halal à tour de bras).

Il demande aussi, tant qu'à faire, des carrés musulmans partout ! Il ne sait pas, sans doute, que la loi française interdit la ségrégation et la discrimination dans la vie comme dans la mort... Pourtant, ce type n'a pas peur de s'affirmer "légaliste".

La préfecture d'Ille-et-Vilaine a réuni mardi soir une vingtaine de représentants des lieux de culte musulman du département. Une réunion de travail, organisée à la demande du ministère de l'Intérieur, pour noter les attentes sur la gestion du culte musulman en France.

Quatre questions à...Mohamed-Iqbal Zaidouni, président du conseil régional du culte

musulman (CRCM) de Bretagne.

Vous avez participé mardi soir aux assises territoriales de l'Islam, une réunion de travail sur le culte musulman organisée à la préfecture d'Ille-et-Vilaine à la demande du ministre de l'Intérieur. Qu'en reprenez-vous ? Je n'en retiens que des points positifs. Il y avait une vingtaine de personnes, représentant les lieux de cultes musulmans de Rennes mais aussi d'ailleurs, notamment d'Angers et des Pays de la Loire.

Nous avons été notamment reçus par le préfet délégué Patrick Dalennes, et Augustin Cellard, directeur de cabinet du préfet. Cette idée du ministre de l'Intérieur est une bonne initiative qui s'inscrit dans la continuité des instances de dialogue mises en place depuis 2015 par Bernard Cazeneuve à l'époque.

Mais c'était à Paris, pas en région. Cette rencontre était indispensable mais sera insuffisante s'il n'y a pas d'avancées concrètes.

Qu'attendez-vous ? Les musulmans sont capables de s'organiser. Mais l'Islam, c'est l'Islam. Il n'y a pas d'Islam de France ou d'autre pays. Est-ce que l'on parle du catholicisme de France ?

Il faut que le conseil français du culte musulman (CFCM) soit maintenue et renforcée. C'est une instance jeune, qui n'a ni beaucoup de moyens, ni beaucoup de pouvoir pour pouvoir imposer sa vision des choses à une mosquée ou intervenir face à un imam radicalisé.

L'Etat a donné naissance à un bébé, le CFCM, puis l'a délaissé. Un CFCM malade, c'est la porte-ouverte aux fanatiques qui considèrent comme des ''vendus'' les imams ouverts au dialogue et soucieux de la légalité républicaine. Nous devrions nous inspirer de l'expérience de nos frères catholiques pour développer des instances.

Quelles sont les priorités ? Le financement des lieux de culte, la formation des imams ou des questions du quotidien comme la problématique des carrés musulmans dans les cimetières. Nous avons mis en garde contre toute forme d'ingérences extérieures, car les lieux de culte musulmans sont pauvres en France.

À part trois mosquées à Paris, Marseille et Ivry qui délivrent les cartes de sacrificateurs, les autres mosquées ne touchent rien de l'argent généré par le commerce de la viande hallal. Nous ne bénéficions pas non plus d'un système de

défiscalisation de donateurs, via un organisme comme la Fondation du patrimoine par exemple. Les seules ressources sont les quêtes ! La taxation des agences de voyage qui organisent des pèlerinages à la Mecque est aussi une piste.

Quelle est la problématique des carrés musulmans dans les cimetières ? Au nom d'une interprétation dévoyée de la laïcité ou par méconnaissance, nombre de communes refusent la création de carrés musulmans dans les cimetières.

Autrefois, beaucoup de musulmans arrivés en France repartaient au pays pour les funérailles. Aujourd'hui, nous parlons de Français musulmans qui sont nés et ont toujours vécu en France.

Au nom de la laïcité qui n'est pas une valeur, ni l'anticléricalisme, mais un mode de fonctionnement de la société, un cadre qui permet la libre pratique d'un culte, les pouvoirs publics doivent exiger des maires la création de carrés confessionnaux. Les Français musulmans sont des citoyens à part entière, qui payent leurs impôts, qui doivent être entendus.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/rennes-assises-territoriales-de-l-islam-l-espoir-d-etre-entendus-5951754>

Et c'est à ce genre d'islamos anti-laïcité, anti-France, piétinant nos lois, que Macron va donner la France...

Parce que, n'ayons pas peur des mots, le prétendu "islam de France" c'est la fin de la France, de la laïcité et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. .

<http://resistancerepublicaine.com/2018/02/13/les-9-terrifiantes-propositions-de-hakim-el-karoui-conseiller-de-macron-pour-lislam-de-france/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/07/15/macron-vouloir-un-islam-de-france-cest-avouer-que-lislam-par-nature-ne-peut-trouver-place-chez-nous/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/06/07/macron-obeit-il-a-tariq-ramadan-en-installant-lislam-de-france/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/02/11/macron-va-organis>

[er-lislam-de-france-avec-linstitut-montaigne-voila-ce-qui-est-decide/](#)